

Mythe 7 : la démocratie serait nécessaire pour vivre tous en harmonie

written by Coriolis | 30 décembre 2018



La révolte des Gilets Jaunes nous conduit à nous interroger sur le fonctionnement de la démocratie. En caricaturant un peu, on peut dire que dans une démocratie, sur 100 personnes, 51 imposent leur vision des choses, voire leur dictature, aux 49 autres. En réalité, c'est beaucoup moins, puisqu'il y a beaucoup d'absentions ou de votes blancs. Dans la Macronie, ça serait plutôt 25 qui oppriment les 75 autres.

Vous avez déjà pu lire les mythes 5 et 6 du livre « Dépasser la démocratie ». Écrit par Frank Karsten et Karel Beckman,

<http://resistancerepublicaine.com/2018/12/22/depasser-la-democratie-restaurer-la-propriete-privee-pour-mettre-fin-aux-depenses-effrenees-des-etats/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/12/27/la-democratie-necessaire-pour-assurer-une-juste-distribution-des-richesses-cest-un-mythe/>

Vous allez pouvoir lire maintenant un nouvel épisode du merveilleux concept de démocratie : le mythe 7.

Coriolis

Mythe 7 : la démocratie est nécessaire pour vivre tous en harmonie

Les gens pensent souvent que les conflits peuvent être évités en prenant les décisions par la démocratie. Après tout, poursuivent-ils, si chacun ne suit que ses propres inclinaisons, on ne peut pas vivre tous ensemble dans la paix.

Cela peut être vrai lorsqu'un groupe de personnes décide s'ils vont au cinéma ou à la plage. Mais la plupart des questions politiques n'ont pas besoin de réponse démocratique. En réalité, la prise de décision par la démocratie engendre souvent des conflits. Cela s'explique par le fait que, dans une démocratie, toutes les questions personnelles et sociales deviennent des problèmes collectifs. En forçant les gens à obéir aux décisions qu'elle prend, la démocratie rend conflictuelles plutôt qu'harmonieuses les relations entre les gens.

Par exemple, on décide « démocratiquement » de ce que les enfants doivent apprendre en cours, combien d'argent sera dépensé pour les soins des personnes âgées ou pour l'aide au développement des pays du Tiers-monde, si fumer dans les bars est autorisé, quelles chaînes de télévision seront subventionnées, quels traitements médicaux seront couverts par l'assurance maladie, si les femmes auront le droit de porter des foulards, quelles drogues les gens ont le droit de prendre, etc. Toutes ces décisions engendrent des conflits et des tensions. Ces conflits peuvent aisément être évités. Laissons les gens faire leurs propres choix et être responsables des conséquences.

Imaginez qu'on décide démocratiquement de quel type de pain sera pétri chaque jour et en quelle quantité. Cela mènerait à du lobbying sans fin, à des campagnes, des querelles des

réunions, et des manifestations. Les défenseurs du pain blanc se mettraient à considérer les promoteurs du pain complet comme des ennemis politiques. Si le pain complet obtient la majorité, toutes les subventions pour le pain iront pour les producteurs de ce dernier, et le pain blanc pourrait même être interdit. Et inversement, bien entendu.

La démocratie est comme un bus rempli de gens qui doivent décider ensemble où le conducteur les emmènera. Les progressistes votent pour San Francisco, les conservateurs préfèrent Dallas, les libertariens souhaitent aller à Las Vegas, les Verts souhaitent aller à Woodstock et les autres souhaitent aller dans un millier de directions différentes. Finalement le bus arrive à un endroit où presque personne ne veut aller. Même si le conducteur n'a pas d'intérêt propre et écoute attentivement ce que veulent les passagers, il ne peut jamais satisfaire tous leurs souhaits. Il n'a qu'un bus et il existe presque autant de souhaits de destination qu'il y a de passagers.

C'est la raison pour laquelle les nouveaux venus en politique, qui sont d'abord salués comme des sauveurs, finissent toujours par décevoir les gens. Aucun homme politique ne peut accomplir l'impossible. « Oui, nous pouvons » se transforme toujours en « Non, nous ne pouvons pas ». Même la personne la plus sage au monde ne peut pas satisfaire des désirs opposés. Ce n'est pas une coïncidence si les débats entre les gens sont si passionnés. En réalité, beaucoup de gens préfèrent ne pas parler politique lorsqu'ils se rencontrent. Cela s'explique par le fait qu'ils ont chacun des idées différentes sur « comment il faut vivre » et que, dans une démocratie, ces opinions doivent être conciliées d'une façon ou d'une autre.

La solution au problème du bus est simple. Laissez les gens décider pour eux-mêmes du lieu où ils veulent aller et avec qui. Laissez les gens décider pour eux-mêmes comment ils souhaitent vivre. Laissez-les résoudre leurs propres problèmes et former leurs propres groupes. Laissez-les décider de ce

qu'ils souhaitent faire avec leur corps, leur esprit et leur revenu. Une grande partie de nos « problèmes » politiques disparaîtraient comme par enchantement.

Dans une démocratie, pour autant, l'inverse arrive. Le système incite les gens à transformer leurs préférences individuelles en objectifs collectifs que tout le monde doit suivre. Elle encourage ceux qui veulent aller à un endroit X à forcer les autres à aller dans la même direction. L'une des conséquences malheureuses du système démocratique est que les gens sont incités à former des groupes qui entreront nécessairement en conflit avec d'autres groupes. Il en est ainsi parce que vous n'avez une chance de transformer vos idées en loi qu'en faisant partie d'un groupe (ou d'un bloc d'électeurs). Ainsi, les vieux se lèvent contre les jeunes, les agriculteurs contre les citadins, les immigrants contre les résidents, les chrétiens contre les musulmans, les croyants contre les athées, les employeurs contre les employés, etc. Plus les différences entre les gens sont importantes, plus les relations entre eux vont devenir difficiles. Lorsqu'un groupe considère que l'homosexualité est un péché et qu'un autre réclame davantage de place pour les homosexuels dans les écoles et les programmes pédagogiques, il y aura inévitablement un conflit.

Presque tout le monde comprend que la liberté de religion, qui a évolué il y a des siècles, était une idée importante qui réduisait les tensions sociales entre les différents groupes religieux. Après tout, il n'était plus possible pour les catholiques de dicter leur loi aux protestants, et inversement. Mais aujourd'hui, peu de gens semblent comprendre que des tensions naîtront si, à travers notre système démocratique, les employés peuvent dicter aux employeurs comment ils doivent gérer leur entreprise, si les personnes âgées peuvent faire payer les jeunes pour leurs pensions de retraite, si les banques peuvent faire payer les citoyens pour leurs mauvais investissements, si les paranos de la santé peuvent fourrer leurs idées dans l'estomac des gens, etc.

Il est également bénéfique de vous présenter comme un groupe faible, ou désavantagé, ou privé de ses droits, ou victime de discrimination. Cela vous donnera un argument supplémentaire pour réclamer des avantages de l'État, et cela fournit à l'État un argument pour justifier son existence et pour délivrer ces avantages au nom de la « justice sociale ».

Comme l'écrivain américain H. L. Mencken l'a écrit, « ce qui a de la valeur pour les hommes ce ne sont pas les droits mais les privilèges ». Cela est tout à fait visible dans une démocratie et s'applique à beaucoup de groupes dans notre société. Alors que les femmes, les Noirs et les homosexuels se sont un jour battus pour la liberté et pour des droits égaux, leurs représentants modernes exigent souvent des privilèges comme des quotas, de la discrimination positive et des lois anti-discrimination qui limitent la liberté d'expression. Ils appellent cela des droits, mais puisque ces droits ne sont applicables qu'à certains groupes, ils sont en réalité des privilèges. Les vrais droits, comme le droit à la libre expression, s'appliquent à tout le monde. **Les privilèges ne s'appliquent qu'à certains groupes.** Ils se fondent sur la force, car ils ne peuvent être établis qu'en forçant les autres à payer pour les financer.

Une autre tactique pour obtenir des faveurs ou des privilèges du système démocratique est de présenter votre cause comme permettant de sauver la société d'un désastre quelconque. **Si nous ne sauvons pas le climat, ou l'euro, ou les banques, la société est condamnée, et le chaos suivra, et des millions de personnes souffriront.** H. L. Mencken a également bien compris cette ruse. « La volonté urgente du sauvetage de l'humanité est presque toujours un leurre pour la volonté urgente de dominer » écrivit-il.

.

Notez que dans une démocratie les gens n'ont pas besoin de faire des choix en fonction de leurs propres besoins. Ils peuvent défendre des immigrants clandestins si ceux-ci

habitent à des endroits où ils ne les dérangent pas. Ils peuvent voter en faveur de subventions pour des concerts d'orchestres ou des musées pour lesquels ils n'achèteraient pas eux-mêmes des tickets relativement chers, sachant que les coûts des subventions seront supportés par les autres.

De tels individus se donnent même souvent un air de supériorité morale. « Nous ne souhaitons pas abandonner l'art au marché libre » proclament les partisans des subventions à l'art. Ce qu'ils veulent vraiment dire par là c'est qu'ils ne souhaitent pas cela, et pensent que le reste de la société doit payer pour leur préférence.

« Nous » est le mot le plus abusivement utilisé dans une démocratie. Les partisans d'une mesure disent toujours que « nous voulons quelque chose », « nous devons faire quelque chose », « nous avons besoin de quelque chose », « nous avons le droit ». Comme si tout le monde était naturellement d'accord. Ce qu'ils veulent vraiment dire c'est qu'ils le souhaitent, mais ne veulent simplement pas en assumer eux-mêmes la responsabilité. Les gens diront que « nous devons aider le Tiers-Monde » ou que « nous devons combattre en Afghanistan ». Ils ne disent jamais « je vais aller aider le Tiers-Monde, qui me suit ? » ou « je vais aller combattre les Talibans ». La démocratie offre ainsi une manière très pratique de transférer aux autres sa responsabilité personnelle. En disant « nous » au lieu de « je », 99,999% de la charge d'une décision est portée par les autres.

Les partis politiques sont tout à fait prêts à répondre à cette tendance. Implicitement ou explicitement, ils promettent à leurs électeurs que la charge allant avec la réalisation de leurs objectifs favoris sera supportée par le reste de la population. Ainsi les hommes politiques de gauche disent-ils : « votez pour nous, et nous financerons la guerre en Afghanistan avec l'argent de ceux qui s'opposent à cette guerre. » Et tous disent aux agriculteurs : « votez pour nous, et nous ferons en sorte que les subventions agricoles soient payées par les autres ».

Est-ce là un système de bienveillance et de solidarité, ou un système hostile et antisocial ?

En dernière analyse, dans une démocratie la supposée solidarité est fondée sur la force. Mais la solidarité forcée est véritablement une contradiction. Pour être véritable, la solidarité doit signifier une action volontaire. Vous ne pouvez pas dire qu'un individu victime de vol dans la rue s'est montré solidaire avec le voleur, quelle que puisse être la noblesse des objectifs de ce dernier.

Le fait est que ceux qui utilisent le système démocratique pour imposer la solidarité peuvent le faire parce qu'ils n'ont pas à payer eux-mêmes. Remarquez qu'ils ne défendent jamais l'application d'une redistribution similaire des richesses à l'échelle du monde. Si partager avec les moins fortunés est juste, pourquoi ne pas étendre les programmes d'aide au monde entier ? Pourquoi ne pas créer la justice sociale à l'échelle du monde ? Clairement, les avocats occidentaux de la redistribution se rendent bien compte du fait qu'une redistribution mondiale diminuerait leurs revenus de quelques milliers de dollars par an. Mais, bien entendu, le fait de « partager dans la justice » avec les plus riches ne les dérange pas.

Si vous voulez donner votre argent, vous n'avez pas besoin de l'accord de la majorité. La liberté est suffisante. Vous êtes libres d'ouvrir votre portefeuille et de donner ce que vous voulez. Vous pouvez donner à une association ou rencontrer des personnes qui partagent vos vues et donner ensemble. Rien ne justifie le fait de forcer les autres à faire de même.